

LE
POINT

VOLUME 30 N° 1 MARS 2011

STOPPONS
LES DEPENSES MILITAIRES.COM

21 milliards \$
par année
C'est trop ! p. 13

WWW.CS3R.ORG



**Le CS/TR visite
ses partenaires
en Bolivie**

p. 8

**FEMMES
ET DÉVELOPPEMENT**

p. 5

PALESTINE

p. 21

UNE PUBLICATION DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Éditorial p.2	Brian Barton
Le monde en bref p.4	
DOSSIER SPÉCIAL Femmes et développement (5 pages) p.5	
L'économie verte p.10	Jules Bergeron
Le libre échange Canada et Union européenne p.12	Yves Lawler
Cahier central Stoppons les dépenses militaires p.13	
Secteur jeunesse Les droits des enfants p.17	
Le pouvoir de l'industrie pharmaceutique p.18	Jules Bergeron
Volet stages Un témoignage d'Amélie St-Amand- Ringuette au Mali p.20	
Le Point sur la Palestine p.21	
Que se passe-t-il en Côte-d'Ivoire? p.25	Yves Rocheleau
Chronique culturelle p.26	
Nouvelles en vrac p.27	
Choisissez votre cause p.28	

ÉDITORIAL

DÉGAGE!



Brian Barton

À partir de la révolte en Tunisie, les médias, nous ont fait suivre de près les révoltes des peuples contre leurs dirigeants dans d'autres pays du Maghreb et du Moyen-Orient. La situation est présentée surtout comme un rejet des dictatures, un désir d'installer « la démocratie », selon le concept occidental.

Pourquoi ces soulèvements généralisés ont-ils lieu? C'est évident que les manifestants qui descendent dans les rues veulent en finir avec les pouvoirs en place. Mais on remarque que ce sont surtout les jeunes qui manifestent, et qu'ils sont en colère à cause du manque d'emploi, du blocage politique, de la corruption et du manque d'avenir. De plus, la hausse rapide des prix, qui atteignent les niveaux de la crise alimentaire de 2007-2008, frappe durement les familles.

C'est ainsi qu'il faut placer ces révoltes non seulement dans le contexte de l'opposition aux dictatures, mais aussi dans celui de la crise économique mondiale, qui a augmenté la misère de ces populations, déjà très éprouvées par les conséquences de la mondialisation capitaliste. Avec l'appauvrissement, ces populations ont dû aussi faire face, dans un contexte de dictature, à des bureaucrates qui utilisent leurs pouvoirs pour exiger des pourboires pour tout: le droit d'exercer un métier, de vendre des biens, etc.

Rappelons que les États-Unis fournissent annuellement 1,3 milliard \$ à l'armée égyptienne depuis longtemps, et que la plupart de ses cadres ont été formés aux États-Unis.

Rappelons que l'événement déclencheur en Tunisie a été « l'auto-immolation » d'un vendeur de légumes qui « n'avait pas de permis » et qui a été dépouillé de ses produits par la police. Cet événement a déclenché des vagues de colère, quise sont propagées par effet d'entraînement partout en Tunisie, en Égypte, ailleurs dans le Maghreb et au Moyen-Orient. En dépit de la diversité des régimes, ceux-ci ont deux caractéristiques communes : il s'agit de régimes répressifs, même dictatoriaux; et tous ont bénéficié de l'appui des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne, les champions autoproclamés de la démocratie. Ceci au nom de « la stabilité » dans la région, notamment concernant le conflit Palestine-Israël.

Il n'est pas surprenant que, comme le rapporte le quotidien Haaretz, le gouvernement d'Israël ait fait parvenir le 31 janvier, un message confidentiel aux États-Unis, au Canada, et à des pays européens, leur demandant de soutenir la stabilité du régime égyptien



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

Relations
internationales

Québec



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Le Point est publié trois fois par année par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières : 942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Tél. : (819) 373-2598 Téléc. : (819) 373-7892
www.cs3r.org comitedesolidarite@cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à la production de ce numéro.
Conception graphique et mise en page :

Jonathan Rivard - Impression : www.imprimage.ca

Tirage : 1 500 copies - Imprimé sur papier recyclé

Envoi de publication : enregistrement n° 488 151 / ISSN : 0828-7910



Le président américain Barack Obama serrant la main de l'ex-dictateur Hosni Moubarak en des temps moins troubles. Suite au ras-le-bol généralisé de populations qui endurent la répression depuis si longtemps, il est soudainement devenu un peu « gênant » de continuer à soutenir ces « très bons amis » d'hier, pourtant si utiles pour aider à maintenir les intérêts des États-Unis.

d'Hosni Moubarak. Dans ce message, les responsables israéliens soulignent qu'il est de « l'intérêt de l'occident » et de « l'ensemble du Moyen-Orient de maintenir la stabilité du régime en Égypte ».

Tout en continuant leur discours en faveur de la démocratie, il est évident que les dirigeants des États-Unis et leurs alliés feront tout pour maintenir leur influence auprès des « gouvernements de transition » en Tunisie et en Égypte, ainsi que dans les autres pays secoués par des révoltes. Ils s'efforceront aussi de protéger les régimes en Arabie Saoudite, au Koweït, au Qatar, et aux Émirats arabes unis qui sont proches du gouvernement américain, et ne semblent pas être pour le moment trop « menacés » par cette vague de manifestations démocratiques. Hillary Clinton, après toutes les tentatives infructueuses pour sauver Moubarak, offre maintenant 150 millions \$ pour « aider la transition démocratique » en Égypte.

Rappelons que les États-Unis fournissent annuellement des milliards de dollars à l'armée égyptienne depuis longtemps (1,3 milliard \$ en 2010), et que la plupart de ses cadres ont été formés aux États-Unis.

Et le gouvernement Harper? Il a été le dernier à accepter le départ d'Hosni Moubarak de la présidence de l'Égypte.

M. Alec Castonguay a écrit dans Le Devoir du 12 février: « Le premier ministre Stephen Harper a dit « respecter » la décision du président Moubarak de quitter le pouvoir. Ironiquement, le gouvernement canadien parle également de démocratie, de primauté du droit et de respect des minorités en Égypte. N'y a-t-il pas là une contradiction, voire une certaine hypocrisie, celle de souhaiter la démocratie sans avoir véritablement soutenu la révolution qui a chassé le dictateur? ». Le CS/TR demande que le gouvernement du Canada, sans ingérence, se place plutôt du côté des mouvements démocratiques dans les pays arabes, qui

pourraient faciliter la paix et la stabilité à long terme au Moyen-Orient.

Les populations veulent « se dégager » de leur passé colonial. Les États-Unis et leurs alliés doivent aussi « dégager » de leurs tentatives de dicter leurs politiques aux pays de cette région, et accepter des relations de respect mutuel.

Lisez la version complète de ce texte sur le site internet du CS/TR

www.cs3r.org

Les jeunes sont en colère à cause du manque d'emploi, du blocage politique, de la corruption et du manque d'avenir.

ILS ONT DIT...

... sur l'Afghanistan



« Tant qu'il y aura des seigneurs de guerre, on ne peut s'attendre à aucun changement. Il y a des forces démocratiques en Afghanistan, ce sont elles qu'il faut supporter. »

Malalai Joya

Ex-députée du parlement afghan

... sur la Palestine et Israël

« Une attaque contre Israël serait considérée comme une attaque contre le Canada ».

Peter Kent

Alors qu'il était (2010) ministre d'État aux Affaires étrangères



« Dans les débats contemporains qui influencent le sort de la patrie juive, il y a ceux qui rejettent le langage du Bien et du Mal. Ils disent que la situation n'est pas "noir ou blanc" et qu'il ne faut pas choisir son camp. En réponse à cette ambivalence, on doit parler clairement ».

Stephen Harper

Premier ministre du Canada

... sur les inégalités

« Un enfant né de parents pauvres a beaucoup moins de chances de s'élever dans l'échelle sociale s'il grandit aux États-Unis que s'il grandit en Norvège, par exemple. Quand l'inégalité règne, le talent se gaspille. »

Richard Wilkinson

Auteur de « The spirit level : Why equality is better for everyone »

UNE AUTRE CRISE

ALIMENTAIRE À NOS PORTES



On se rappelle tous les émeutes de la faim qui ont secoué le monde après les hausses fulgurantes des prix des aliments de base en 2007 et 2008. Or, la FAO nous met en garde

contre une nouvelle crise alimentaire qui se profile à l'horizon. Selon la FAO, les prix des aliments mondiaux ont atteint un nouveau pic en janvier 2011. D'octobre 2010 à janvier 2011, les prix des denrées de base (blé, maïs, riz, sucre, huile alimentaire, etc.) ont augmenté en moyenne de 15 %. Cette hausse des prix n'est d'ailleurs pas étrangère au mouvement de révolte qui secoue le Moyen-Orient et le Maghreb.

Toutefois, elle touche aussi tous les pays en développement, de même que les populations les plus pauvres vivant dans les pays développés, dont le Canada. Rappelons qu'à l'échelle mondiale, 1,2 milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 \$ par jour, et que 50 000 meurent chaque jour de causes liées à la pauvreté.

Rappelons surtout que cela n'est pas dû à la fatalité, mais bien plutôt aux mécanismes économiques qui ont pour effet de concentrer les richesses entre les mains d'une minorité de personnes. Les 10 millions de millionnaires de la planète qui ne représentent que 0,15 % de la population mondiale accaparent à eux seuls 39 000 milliards \$, soit 67 % du PIB mondial.

À surveiller en Haïti

Le second tour des élections présidentielles en Haïti le 20 mars, où s'affronteront Mirlande Manigat et Michel Martelly.

À visiter sur le web

www.abolissonslepauvrete.ca

Signez la pétition demandant au gouvernement canadien de respecter son engagement à consacrer 0,7 % du PIB du Canada à l'aide au développement (il en consacre actuellement seulement 0,28 %).

LE FÉMINISME AU PASSÉ, AU PRÉSENT ET AU FUTUR

DANIEL LANDRY

Une des grandes luttes du XXe siècle occidental est celle visant la libération de populations opprimées. D'emblée, on peut penser aux divers mouvements de décolonisation ou encore aux luttes des travailleurs qui ont permis de donner une voix à un pan entier de l'humanité. Pourtant, la plus grande des libérations de ce siècle est sans doute attribuable à la révolution féministe. Au cours de ce siècle, la condition des femmes s'est complètement transformée. Elle continue de l'être.

À divers moments du XXe siècle (selon le contexte, selon les sociétés), des femmes autrefois reléguées à la sphère privée ont enfin pu accéder à la sphère publique. Concrètement, au Québec par exemple, cela signifie un accès accru aux études supérieures et au marché du travail, une acquisition du droit de vote, un accroissement de la représentation au sein de conseils d'administration et même au sein des élus. C'est sans compter ce que j'appellerais les luttes légales et l'«égalité», les premières visant à transformer la loi dans des dossiers précis touchant les femmes (droit à l'avortement, équité salariale), les secondes visant simplement à faire reconnaître socialement (par la transformation des mentalités) l'égalité des femmes dans toutes les sphères de la vie publique. À première vue, on pourrait croire que la lutte est terminée. Il y a plus de femmes que d'hommes dans les universités. L'équité salariale semble chose acquise. De nombreux groupes communautaires défendent les femmes et s'assurent le maintien des acquis. Quant aux postes de pouvoir, les femmes y sont représentées plus que jamais. Victoire donc? Non, pas tout à fait. En réalité, depuis le début du XXIe siècle, une morale conservatrice resurgit au cœur des débats politiques en Occident et mène à de dangereuses remises en question des acquis féministes.

L'exemple le plus probant de pensée réactionnaire se trouve sans doute chez nos voisins du sud, les États-Unis, où le mouvement Tea Party symbolise la montée d'un conservatisme moral des plus préoccupants, notamment dans le dossier de la condition féminine. Mais le Canada n'est pas en reste. Politiquement, depuis 2006, le gouvernement de Stephen Harper agit aussi de façon inquiétante. Il rouvre le débat sur l'avortement, refusant notamment que le Canada contribue à certains programmes de santé des



Sarah Palin, la porte-parole du Tea Party aux États-Unis, et Stephen Harper, premier ministre conservateur au Canada, incarnent bien ce fort courant de droite qui menace les libertés des femmes partout dans le monde.

mères dans les pays en développement. Il coupe les subventions aux organismes de défense des femmes et aux groupes vulnérables. Socialement, il y a également lieu de s'inquiéter de violences perpétrées à l'endroit de femmes (rappelons-nous la tragédie de la polytechnique). Mais il y a aussi lieu de se questionner sur l'apparition de certains groupes d'hommes qui tiennent un discours machiste, voire dégradant à l'égard des femmes. Le mouvement féministe a mené des luttes importantes au XXe siècle. Il en reste cependant beaucoup d'autres à mener. Les femmes de plusieurs pays sont toujours recluses au domaine privé, n'ayant pas encore accès à la sphère publique (travail, études). Pire encore, elles représentent souvent les premières victimes des conflits armés et de l'exploitation sous toutes ses formes (viols, prostitution, crimes d'honneur). Mais des luttes sont aussi à mener ici, au Québec. Juste à penser au débat sur la représentation saine dans les médias, aux revendications pour offrir une éducation sexuelle de qualité à nos enfants et adolescents, aux luttes contre les trop nombreuses agressions sexuelles, au débat entourant les populations de femmes marginalisées ou vivant de prostitution. Le retour à une morale conservatrice et rétrograde ne pourra que freiner la progression du féminisme dans tous ces dossiers. Le futur du féminisme passe donc par la marginalisation de ces mouvements issus d'une autre époque.

Le retour à une morale conservatrice et rétrograde a pour effet de freiner la progression du féminisme.

MARIETTE MILOT

FEMME DE SENS ET D'ACTION

Quelle belle occasion pour souligner le sens de l'engagement de Sœur Mariette Milot. Ceux qui la connaissent savent qu'elle est une femme accomplie, croyante, catholique, féministe, politisée, militante; engagée à promouvoir un monde plus solidaire, juste et équitable. Utopie diront certains, peut-être; mais c'est avant tout, la conviction que toutes les causes pour lesquelles elle s'investit font avancer, à petits pas, des projets qui changent le monde.



Pauline Voisard, de Vidéo Femmes, a réalisé en 2010 le très beau film Je vous salue Mariette pour mettre en exergue le parcours inspirant de Sœur Mariette Milot.

La hiérarchie de l'Église catholique refuse aux femmes le droit au sacerdoce, pourtant Mariette porte cet appel. L'obstacle à sa vocation a pour seule raison, le fait d'être femme; c'est inacceptable. Dans un très beau film, *Je vous salue Mariette*, elle exprime combien ce renoncement à être prêtre, imposé par la loi des hommes, la fait souffrir depuis plus de 50 ans. De là, probablement sa grande capacité à s'indigner face aux injustices. Elle reste dans l'Église puisque sa foi est plus forte que ce contresens et elle réalise autrement son projet de vie chez les Soeurs de l'Assomption. De 1964 à 1975, elle est missionnaire au Brésil. C'est là, au contact de la théologie de la libération, qu'elle développe sa conception de l'action solidaire. Et portée par l'évangile, elle s'engage dans les luttes contre l'injustice institutionnalisée. Le Mouvement des sans-terre est un lieu privilégié d'engagement et son travail

avec des groupes de femmes consolide sa vision féministe du développement. Depuis son retour au Québec, Mariette, fidèle à ses valeurs, fait connaître la situation des opprimés, dénonce les injustices et soutient la cause des femmes. Au plan politique, Québec Solidaire représente le mieux ses aspirations et elle adhère au parti.

Elle a toujours les mots justes pour nous rappeler l'urgence d'agir : pétitions, manifestations, pressions auprès des autorités, marches, collectes de fonds, lettres dans les journaux, projets de développement, appels aux élus, témoignages dans les écoles, planification d'activités, formation de groupes de jeunes pour des stages de coopération. Mariette passe de la parole aux actes. Actuellement, elle met ses énergies à dénoncer la traite des femmes et des enfants à des fins sexuelles, le tourisme sexuel, la violence conjugale, la législation en matière de prostitution, les abus dont sont victimes les travailleurs migrants à travers les programmes temporaires de travail. Elle appuie la lutte des femmes autochtones pour la reconnaissance de leurs droits et elle défend les objectifs de la marche mondiale.

Femme d'équipe, elle joint des groupes dédiés à la justice sociale dont :

- CATHII contre la traite humaine ;
- Unanima Internationale, pour l'avancement économique et social de tous les peuples, en accord avec la charte des Nations Unies ;
- Parcours solidaires pour les 18-30 ans ;
- Comité Femmes et Développement du CS/TR.

Mariette est une porteuse de sens, elle aspire à un monde plus juste et elle traduit son espérance en actions pour le faire advenir. Sa foi, sa spiritualité, sa vie communautaire et son immense compassion l'aident à garder le cap sur son option pour la justice. Sa pratique inspire et motive les personnes qui l'accompagnent.

Sylvie Poirier

Comité Femmes et Développement du CS/TR

DILMA ROUSSEFF

PREMIÈRE FEMME PRÉSIDENTE DU BRÉSIL

Le 1^{er} janvier dernier, un événement majeur survenait au Brésil, ce pays de près de 200 millions d'habitants : l'entrée en fonction pour la première fois d'une femme comme présidente élue. Le peuple brésilien a célébré avec beaucoup de joie l'arrivée de cette femme qui suscite une nouvelle espérance pour les plus démunis.

À cette occasion, les membres du Réseau Brésil-Québec, fondé il y a presque 20 ans par sœur Mariette Milot, sasu et d'anciens missionnaires du Brésil, et reliés à l'Entraide Missionnaire de Montréal, ont écrit une lettre à madame Rousseff afin de la féliciter, mais aussi pour lui exprimer leurs attentes et leurs espoirs. Nous reproduisons cette lettre traduite en français par sœur Milot elle-même.

Montréal, Québec, Canada, le 15 janvier 2011

*Son Excellence Madame Dilma Rousseff
Présidente du Brésil
Brasília, DF
Brésil*

**Excellence madame la Présidente,
Vive le 1^{er} janvier 2011 !**

Le peuple brésilien vient de célébrer un moment historique vous accueillant, Excellence, comme première femme Présidente de son pays. Nous, soussignés, canadiennes, missionnaires au Brésil durant plusieurs années, unies à une Brésilienne et un Chilien, tous membres du même réseau appelé « Réseau Brésil-Québec », nous avons été très heureux en accompagnant les fêtes de cet événement grandiose. Ce fut avec une grande émotion, une grande joie et beaucoup de fierté que nous avons assisté par la télévision à votre prise de possession de cette charge, car pour la première fois, le monde entier a pu voir avec satisfaction une femme très digne mettre sa tendresse, sa compétence et son courage au service de son cher peuple. À l'occasion de votre premier discours, vous avez montré tout de suite vos couleurs en présentant comme priorité « l'élimination absolue de la pauvreté et la réduction des inégalités ». Nous vous félicitons de vouloir marquer tout de suite votre gouvernement d'une orientation majeure : donner une plus grande attention aux moins favorisés de votre pays afin qu'ils puissent aussi profiter de ses richesses immenses. Parmi



Depuis le 1^{er} janvier dernier, le Brésil a une nouvelle présidente, madame Dilma Rousseff qui a pris la relève du président Lula Da Silva.

vos 13 autres engagements, nous remarquons avec satisfaction votre désir de « défendre l'environnement et de garantir un développement durable ». Notre planète a besoin de protection et l'action du Brésil devient très importante en ce sens. L'éducation, la santé, le travail pour tous et toutes, et d'autres encore, seront aussi parmi vos préoccupations.

Ceci nous réjouit et nous donne grande confiance dans le succès de votre incomparable tâche de leader d'un pays tellement grand et riche. Madame la Présidente, nous ici du Canada – mais dont le cœur reste toujours lié au Brésil – nous voulons vous présenter nos félicitations, pleines de la chaleur humaine héritée de votre peuple brésilien. Nous voulons aussi vous exprimer notre grande admiration pour le courage que vous manifestez dans l'acceptation d'une mission si importante pour le bien de votre pays.

En terminant, nous vous prions d'accepter toute notre solidarité et notre prière afin que vous puissiez arriver à réaliser les projets qui sont présents dans votre cœur. Nous continuerons d'accompagner votre travail et nous vous donnons tout notre appui.

Excellence, grande dame Présidente de ce merveilleux pays qu'est le Brésil, recevez nos hommages et notre enthousiasme, pleins de respect et de tendresse.

« QUI EST AU BOUT DU COURRIEL? »

 Ministère
des Relations
internationales

Québec

Voilà ce que les leaders du CEPROSI voulaient découvrir en accueillant Annie Lafontaine et Claude Lacaille, du CS/TR, en janvier dernier à La Paz en Bolivie. Le CEPROSI (Centro de Promocion y Salud Integral) est un organisme de la société civile bolivienne qui oeuvre directement auprès d'une vingtaine de groupes de femmes. Il mène depuis deux ans un projet en partenariat avec le CS/TR. Il dénonce la violence intrafamiliale, sujet tabou dans la société bolivienne et il sensibilise au cycle de la violence.

Anna Maria Vargas, leader du groupe, son conjoint Gastón Lobatón et leur équipe travaillent au changement auprès des femmes, regroupées en association, par la sensibilisation, la formation, l'entraide, la protection et le support psychologique. Sortir les femmes de leur isolement, développer leurs compétences et assurer leur sécurité alimentaire sont autant d'axes d'intervention. Le CEPROSI et ses groupes membres visent aussi la mise en place de services de santé de base adaptés aux conditions de vie des résidents des quartiers défavorisés de La Paz.

Fondamentalement, le CEPROSI lutte pour la promotion des droits des femmes en les outillant à exercer leurs responsabilités de citoyennes.

En janvier dernier, durant dix jours, Annie et Claude ont été accueillis par plus de 400 femmes, membres des groupes de base. « J'ai vraiment senti que leur préoccupation était que l'on se connaisse », dit Annie. Claude et Annie ont constaté qu'un fort sentiment d'appartenance s'est développé envers le CS/TR. Pour les femmes, il est important de témoigner des acquis qu'elles ont obtenus avec le CEPROSI.

Bien au-delà du transfert d'expertise, des outils de communication sociale, d'intervention médicale ou de prévention ont été échangés de part et d'autre. La pratique des paniers bio, initiée par Équiterre au Québec, a ainsi suscité un grand intérêt compte tenu de la préoccupation de leur souveraineté alimentaire. Les femmes ont aussi été fortement intéressées par la situation des femmes autochtones au Canada et leurs luttes politiques. Cela faisait bien sûr écho aux enjeux nationaux vécus par les Boliviens, mais aussi à la problématique mondiale vécue par les autochtones.

En Bolivie, la société civile prend son essor et participe de plain-pied au processus de développement d'une société démocratique, sous la gouverne d'Evo Morales, premier président du pays à être d'origine autochtone. Pour le CEPROSI et ses membres, la formation et le soutien des femmes afin qu'elles puissent prendre une part importante dans le processus de changement qui s'instaure en Bolivie



Claude Lacaille et Annie Lafontaine reviennent tout juste d'un séjour en Bolivie où ils ont effectué le suivi du projet que le CS/TR mène avec les femmes membres du groupe CEPROSI.

sont une priorité. « L'exercice de la démocratie, graduellement, quartier par quartier, se bâtit avec les gens de la base », rapporte Annie. Une femme a bien témoigné de la flamme qui anime toutes ces femmes investies et agissantes : « C'est avec la force de chacune d'entre nous que l'on trouve la force de se battre ». En parallèle des plaidoyers politiques dans ce projet, le CS/TR agit non seulement comme partenaire financier, mais surtout comme témoin des efforts des femmes de La Paz pour développer un tissu citoyen solide et solidaire.

Marguerite Surprenant

Comité Femmes et développement du CS/TR

8 MARS - JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

« TOUJOURS EN ACTION POUR LE RESPECT DE NOS DROITS »

ANNIE LAFONTAINE

Le mouvement des femmes est toujours en action, et mobilisé. Dans les suites de la Marche mondiale des femmes 2010, les femmes du monde poursuivent leur lutte pour le bien commun et leurs droits.

Cette année, le thème du 8 mars évoque un vent de droite, une conjoncture politique austère qui se manifeste au plan national par de nombreuses attaques envers notre système public de santé, l'éducation, les droits des femmes, pour ne nommer que ceux-là. Au Québec, le gouvernement est en train de déconstruire le système de santé et de services publics. L'imposition d'une taxe à la santé et la privatisation progressive du régime public, frappe les femmes de plein fouet, car un grand nombre d'entre elles vivent dans la précarité économique et ne sont pas en mesure de payer ces frais, pour elles-mêmes et pour leurs enfants.

Au niveau fédéral, le gouvernement conservateur met de l'avant des politiques de droite, nuisibles à l'avancée des conditions de vie des femmes. On n'a qu'à penser aux attaques incessantes des conservateurs contre le libre choix, de leur refus à financer les organisations dont la mission est la défense des droits des femmes, tout est en place afin d'affaiblir nos organisations. Cette orientation a un impact important sur la poursuite de divers projets de coopération internationale appuyant des groupes de femmes. La violence contre les femmes constitue toujours une importante violation des droits de la personne — qu'il s'agisse de violence familiale, de traite des femmes au-delà des frontières ou de viol systématique en temps de guerre. Les études montrent qu'au niveau mondial, une femme sur trois est maltraitée, battue ou contrainte à des relations sexuelles (UNIFEM).

Au niveau mondial, la militarisation croissante continue de nuire aux droits des femmes. Toutes les guerres augmentent le niveau de haine et de violence dans une société, y compris les violences sexuelles et domestiques dont les femmes sont les premières

Au niveau mondial, une femme sur trois est maltraitée, battue ou contrainte à des relations sexuelles.

victimes. Depuis les années 1990, le nombre de victimes civiles dans les guerres (majoritairement des femmes) est beaucoup plus important que celui des victimes militaires. Ces femmes représentent ces fameux « dommages collatéraux » dont on nous parle tant. Selon Amnistie internationale, le nombre de femmes victimes de conflits armés est passé de 5 % durant la Première Guerre mondiale à 50 % durant la Seconde Guerre mondiale et à près de 80 % dans les guerres des années 1990. Mais les femmes ne baisseront pas les bras ! En 2010 elles ont marché fièrement ensemble et, à l'aube de ce 8 mars 2011, le mouvement des femmes

est déterminé à poursuivre la lutte pour l'égalité, pour le respect des droits des femmes et pour la défense du bien commun.

(Source : Fédération des femmes du Québec, Unifem)

Voyez le film – « Désert de Croix »

Le 8 mars prochain à 19 h 30 au Ciné-Campus de Trois-Rivières, le comité Femmes et développement du CS/TR vous convie à la projection du film « Désert de croix » de Rachel Alouki. Voyez tous les détails en page 26 de ce numéro du Point.



L'ÉCONOMIE VERTE

UNE VÉRITABLE ALTERNATIVE SI...

Les changements climatiques menacent de faire des millions de victimes, surtout dans les pays en développement. Cela est dû à l'augmentation de la fréquence et de la gravité des sécheresses, inondations, ouragans, crises alimentaires et autres. Alors qu'il y a urgence d'agir pour amoindrir les effets néfastes de ces changements sur le climat planétaire, le gouvernement canadien continue à se traîner les pieds dans le développement de l'économie verte.

JULES BERGERON

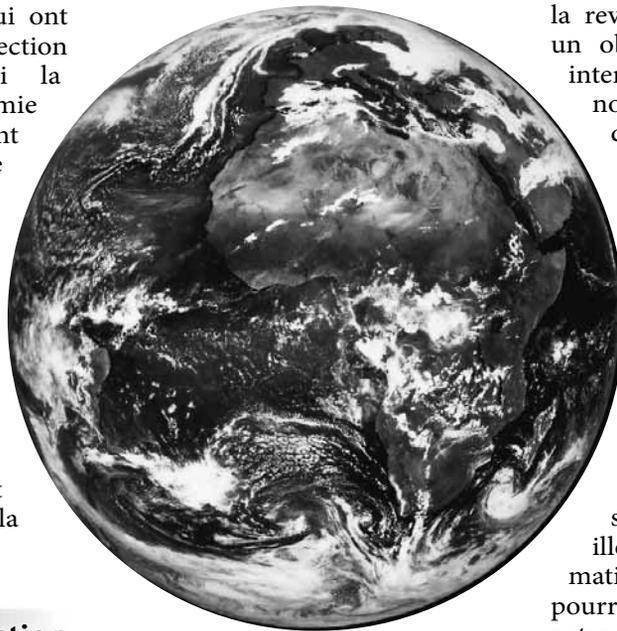
L'économie verte : de quoi parle-t-on au juste?

L'économie verte a fait l'objet de quelques tentatives de définition, mais rien n'est encore définitif. On peut résumer le tout en la décrivant comme un regroupement de toutes les activités économiques qui ont pour but principal la protection de l'environnement. Aussi la finalité de cette économie consiste en un développement durable, respectueux de l'environnement et des humains. On s'accorde aussi pour dire que l'économie verte poursuit 3 objectifs, soit la diminution de la consommation d'énergie, la réduction de la pollution et des déchets par des solutions comme la récupération et le recyclage ainsi que le remplacement des combustibles dans la production d'énergie.

Diminuer la consommation d'énergie

Quand il est question de diminuer la consommation d'énergie, plusieurs font référence, et avec raison, aux dégâts causés par les émissions de gaz à effet de serre. Or, les sables bitumineux, dont l'extraction est coûteuse à tout point de vue, sont loin d'être une forme de pétrole « éthique », comme le croient certains. Il n'est donc pas

surprenant de lire qu'en date de mai 2010, un rapport de la Table nationale sur l'environnement et l'économie mentionnait que le Canada se traînait les pieds pour prendre le virage de l'économie verte. À titre comparatif, il s'investit 10 fois plus d'argent aux États-Unis par habitant en



recherche sur les énergies renouvelables qu'au Canada... Dans cette optique, des choix doivent être faits. Par exemple, le transport en commun représente un investissement tangible dans la réduction des gaz nocifs. De meilleures normes pour l'isolation des résidences sont un choix social porteur pour l'avenir. Et pour cela, que faut-il? Une solide volonté

politique des pouvoirs publics, accompagnée d'investissements dans les réseaux publics de transport, par exemple.

Revaloriser et légiférer pour faire respecter

La récupération, le recyclage et la revalorisation des déchets sont un objectif partagé par tous les intervenants. La lutte à la pollution nous garantit un environnement de meilleure qualité. Il s'agit aussi de marchés intéressants ou encore en émergence. Le leadership en protection de l'environnement, c'est aussi la volonté des gens, reprise par les gouvernements par la mise en place d'un cadre législatif plus sévère ainsi que des normes et des moyens pour les faire respecter. Personne ne veut de sites d'enfouissement sauvages, qui recueillent illégalement toutes sortes de matières toxiques ou encore qui pourraient être revalorisées. Un autre exemple : qui doit payer pour la décontamination et la restauration des sites miniers désaffectés? Dans ce cas, le principe de l'utilisateur-payeur est loin d'être une mauvaise affaire!

L'utilisation des ressources renouvelables

La recherche, puis l'utilisation efficiente de nouvelles formes

Qu'il s'agisse des pays riches, des pays pauvres ou de ceux en émergence, l'inaction ne créera que des perdants et des victimes.



d'énergie moins polluantes est une composante centrale de l'économie verte. L'énergie éolienne et la production hydroélectrique en sont des exemples intéressants. Mais ici, il faut faire attention! Le Québec produit beaucoup d'énergie hydroélectrique, mais à quel prix pour certains clients privilégiés? Comme consommateur, fait-on assez d'efforts pour ne pas la gaspiller? Sans oublier qu'il y a une perte colossale d'énergie lors de son transport via le réseau de distribution... Un autre exemple à mentionner est celui de l'utilisation de matériaux recyclables dans le processus de production des entreprises, ce qui réduit l'extraction de matières premières, diminue la quantité de résidus et améliore la qualité de l'environnement.

L'économie verte en chiffres...

Cette économie qu'on parvient tout juste à définir, à bien circonscrire, elle existe et elle est déjà énorme. À l'échelle mondiale, on estimait le chiffre d'affaires de l'économie verte à près de 1 400 milliards de dollars; ce montant devrait presque doubler en 2020, pour dépasser 2 700 milliards. Plus près de nous, au Canada, Statistique Canada

chiffrait à 15,8 milliards de dollars en 2002, puis à 18,5 milliards en 2004 le chiffre d'affaires de l'industrie de l'environnement. Par contre, ce concept ne traduit qu'une portion de la réalité de l'économie verte au Canada. Du point de vue de l'emploi, une étude du gouvernement du Québec estimait à 266 000 le nombre d'emplois verts au Canada, dont 78 000 au Québec. Ces chiffres représentent cependant une petite minorité de tous les emplois recensés au Canada et au Québec, soit 2,3 % dans la province et moins de 2 % pour l'ensemble canadien. Paradoxalement, l'étude note aussi une stagnation de l'emploi vert au Québec, et ce, depuis... 1991! Si le Québec est plus vert que le reste du Canada, il a encore du chemin à parcourir!

Qui veut une économie verte?... Entre volonté citoyenne et opportunités d'affaires...

La planète se dégrade, et ce, sur tous les continents. Par contre, ce qui est remarquable, c'est que l'économie verte est présente partout dans le monde! Et à la base, il y a 3 conditions à remplir pour en assurer le développement. La

première est la prise de conscience des gens. Elle conduit à une mobilisation citoyenne, tout en demeurant continuellement à la base du processus d'émergence et de croissance de l'économie verte. La 2^e condition réside dans l'effet levier que constituent les initiatives gouvernementales soit en protection de l'environnement, en investissements publics dans la recherche, les infrastructures de transport en commun, le développement des marchés pour les matières recyclées, etc. Quant à la dernière condition, il faut évidemment que le secteur privé prenne la relève à quelque part. À cet égard, plusieurs intervenants soulignent que le milieu d'affaires affiche peut-être son intérêt pour le « vert » non pas par souci d'éthique sur l'avenir de la planète que par le brassage d'affaires rentables que cela peut représenter. Il n'en demeure pas moins que tous doivent bouger et partout sur la planète. Qu'il s'agisse des pays riches, des pays pauvres ou de ceux en émergence, l'inaction ne créera que des perdants et des victimes. L'action doit être à la fois locale et mondiale.

Pour en savoir plus
www.cetech.gouv.qc.ca
www.unep.org

LIBRE-ÉCHANGE CANADA-UNION EUROPÉENNE DANGER!

Depuis quelques années, le gouvernement Harper négocie en catimini un accord de libre-échange avec l'Union européenne. Mais pourquoi donc devrait-on s'en inquiéter? Après tout, nous avons besoin de diversifier nos échanges économiques, et l'Europe, qui se montre soucieuse de défendre sa culture et ses programmes sociaux, pourrait être un bon partenaire.

YVES LAWLER

lawleryv@yahoo.com

Sauf que... jusqu'à maintenant, seuls les dirigeants des grandes entreprises sont consultés... De plus, les entreprises multinationales européennes, comme toutes les autres d'ailleurs, ne cherchent que des marchés et des profits. Comme il n'y a plus de territoires à coloniser, elles ont maintenant dans leur mire les services publics canadiens. Il y a là une richesse sur laquelle elles aimeraient bien faire main basse.

Prenons seulement quelques exemples. Les entreprises européennes aimeraient bien pouvoir privatiser les services d'eau potable au Canada. Les négociateurs européens exigent aussi que nos services de santé soient soumis à l'accord de libre-échange. De plus, les multinationales de la culture veulent que soit levée la limite de 47 % d'investissements étrangers dans les compagnies de télécommunications et les diffuseurs. Bien entendu, si le gouvernement conservateur va dans ce sens, les États-Unis exigeront les mêmes droits, ce qui augure

mal pour l'avenir de la culture et de la souveraineté canadienne et québécoise.

Sur ce plan de la souveraineté, il est aussi prévu que l'accord avec l'Europe permettra aux entreprises européennes d'ignorer ou de contester nos lois environnementales, ce qui nuira à la capacité de nos gouvernements d'en promulguer de nouvelles. Notre démocratie déjà boiteuse sera paralysée. Tout comme dans l'accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA), une clause permettra aux entreprises de poursuivre le gouvernement fédéral si elles jugent qu'un règlement ou une loi de celui-ci les empêchent de faire des profits. Le pouvoir qu'il nous restera sera celui de payer les dégâts...

Le pouvoir qu'il nous restera sera celui de payer les dégâts.

Allons-nous laisser les entreprises multinationales choisir notre avenir dans notre dos? Il n'est jamais trop tard pour intervenir. Contactez vos députés provincial et fédéral. Dites-leur que vous êtes préoccupé par le contenu de cette entente avec l'Union européenne, et que nous devons avoir un débat national sur le sujet dès maintenant. Si vous faites partie d'une organisation, proposez que celle-ci fasse les mêmes démarches. Pour plus d'informations et d'autres suggestions d'actions, rendez-vous sur le site www.commercejuste.ca.

La transparence et la démocratie exigent une participation populaire à ce débat.

Pour en savoir plus :

www.commercejuste.ca
www.quebec.attac.org





STOPPONS LES DÉPENSES MILITAIRES.COM

**21 milliards \$
par année
C'est trop !**

Une lecture à 320 000 \$

Durant le temps que vous prendrez pour lire ces deux pages, disons environ 8 minutes, le gouvernement canadien aura dépensé la somme de 320 000 \$ à des fins militaires.

« Serrez-vous la ceinture et préparez-vous à faire des sacrifices » ne cessent de répéter M. Harper et son ministre des Finances. Ce qui n'a pas empêché, M. Harper et son gouvernement d'augmenter les dépenses militaires du pays de 9,6 % en 2009-2010 par rapport à l'année précédente, engloutissant littéralement des milliards en achat d'équipement militaire, dont 65 avions de chasse F-35, sans appel d'offres, au coût approximatif de 75 millions \$ chacun. Au total, depuis 2006, M. Harper a dépensé environ 48 milliards \$ pour des navires de guerre, des chars d'assaut, et autres, sans compter les coûts d'entretien, qui redoublent souvent le coût d'achat. D'ici 20 ans, le gouvernement canadien devrait engloutir la somme fantastique de 490 milliards \$ à des fins militaires, soit en moyenne 24 milliards \$ par année. Pour un gouvernement qui souhaite réduire ses dépenses, il y a de quoi s'interroger! Pourtant, loin de contribuer à la prospérité économique du pays, les dépenses militaires ont au contraire des impacts limités sur la création d'emplois.

**D'ici 20 ans, le
gouvernement
canadien devrait
engloutir la somme
fantastique de
490 milliards \$ à des
fins militaires.**

Les dépenses militaires...

1 ...un choix injustifiable économiquement!

M. Harper répète sans relâche que les « gigantesques » dépenses militaires de son gouvernement créeront de l'emploi au Canada. Pourtant, si ces sommes étaient investies dans le secteur civil, elles créeraient cinq fois plus d'emplois. Parce que l'industrie militaire est un secteur de pointe hautement technologique et que les équipements qui y sont reliés sont très spécialisés, chaque emploi créé dans le secteur militaire coûterait environ 500 000 \$. Ces emplois, peu nombreux, ont beaucoup moins de retombées économiques positives au pays que ceux créés dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la construction, ou de l'environnement par exemple.

Le budget militaire canadien

21,2 milliards \$ (2009-2010)

- 9,6 % d'augmentation par rapport à 2008-2009 (19,3 milliards \$).
- 40 000 \$ par minute
- 406 millions \$ par semaine
- 20 fois plus que le budget d'Environnement Canada
- L'équivalent de 493 000 emplois au salaire moyen d'un travailleur canadien (43 000 \$ en 2010)

(Source : www.policyalternatives.ca)



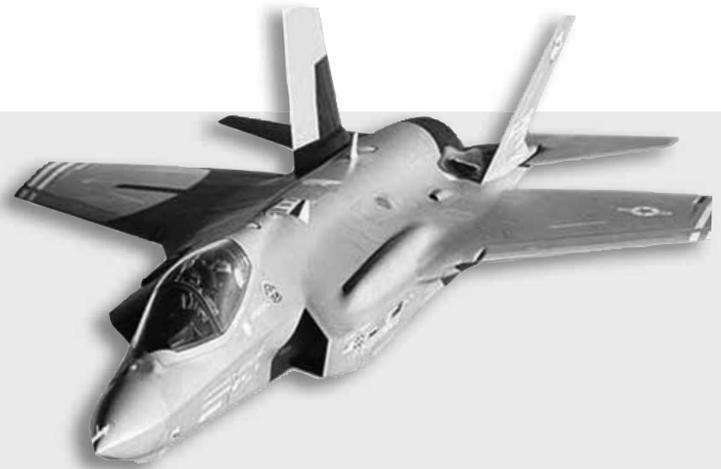
Signez la pétition
www.stopponslesdepensesmilitaires.com

2 ...un choix politiquement douteux!

Si, du point de vue économique, les dépenses militaires sont moins performantes que les investissements civils, le gouvernement canadien peut par ailleurs difficilement invoquer des raisons politiques pour les laisser à leur niveau actuel. Le choix fait par le gouvernement Harper d'aligner aveuglément sa politique extérieure et la stratégie de la défense sur celles des États-Unis a largement contribué au discrédit du Canada au plan international. Pour la première fois dans son histoire, le Canada s'est vu refuser, en octobre dernier, un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies. Autrefois champion du maintien de la paix dans le monde, le Canada a aujourd'hui perdu une grande part du respect dont il bénéficiait, cela à cause de son engagement actif dans des opérations guerrières aussi inutiles que coûteuses aux côtés des États-Unis et de l'OTAN, notamment en Afghanistan. Les Québécois ne s'y trompent pas d'ailleurs, eux qui, à 84% (sondage CROP-l'Actualité publié en novembre 2010), souhaitent que le Canada ne participe plus qu'à des missions de maintien de la paix, comme auparavant.

84% des Québécois souhaitent que le Canada ne participe plus qu'à des missions de maintien de la paix.

246 millions \$



C'est ce que le gouvernement canadien est prêt à payer pour chacun des 65 appareils F-35 qu'il a commandé sans appel d'offres. Ce montant se détaille comme suit :

Coût d'achat :	4,9 milliards \$
Formation, armements, infrastructures, etc. :	4,1 milliards \$
Entretien sur 20 ans :	7 milliards \$
TOTAL :	16 milliards \$ (246 millions \$ chacun)

16 milliards \$ pour seulement 65 avions. Le coût d'un seul appareil est l'équivalent à peu de chose près du budget annuel de la ville de Sherbrooke, qui compte un peu plus de 150 000 habitants.

(Source : Le Devoir, 4 décembre 2010)

3 ...un choix moralement inacceptable!

Comment peut-on accepter que le Canada consacre 21,2 milliards \$ par année, 58 millions \$ par jour, au budget militaire alors qu'un enfant canadien sur 10 vit dans la pauvreté et que des centaines de milliers de Canadiens sont à la recherche d'emplois pour faire vivre leurs familles? Pourquoi choisir d'augmenter les dépenses militaires de près de 10 % par rapport à l'année dernière alors que les budgets dévolus aux autres missions de l'État stagnent ou sont coupés?

Comment justifier des dépenses de près de 50 milliards \$ pour des navires de guerre, des chars d'assaut, des avions de chasse dont on dit qu'ils seront inadaptés à nos besoins, alors qu'on demande aux contribuables de se serrer la ceinture et que des investissements sont urgents dans nos infrastructures (routes, ponts, hôpitaux, écoles, etc.). Comment expliquer aux 2 milliards d'humains qui survivent avec moins de 2 \$ par jour que notre pays préfère investir dans l'armement, la militarisation, et les opérations guerrières plutôt que de respecter son engagement à consacrer 0,7 % de son PIB à l'aide aux pays les plus pauvres. Le Canada ne consacre en effet qu'actuellement 0,28 % de son PIB à l'aide au développement.

Ne laissons pas le gouvernement canadien mener une politique de militarisation qui va à l'encontre de nos valeurs et de nos intérêts économiques et sociaux.

Stoppons les dépenses militaires!

STOPPONS
LES DEPENSES MILITAIRES.COM

**Un enfant canadien sur
10 vit dans la pauvreté.**

**Des centaines de
milliers de Canadiens
sont à la recherche
d'emplois !**

**50 000 personnes
meurent chaque jour
dans le monde de causes
liées à la pauvreté !**

POUR EN SAVOIR PLUS ET POUR AGIR

Le site du CS/TR consacré à
la lutte aux dépenses militaires
www.stopponslesdepensesmilitaires.com

Si vous êtes contre la guerre, refusez de payer
pour la faire!

« Mes impôts pour la paix »
www.consciencecanada.ca

Collectif Échec à la guerre
www.echecalaguerre.org

L'Alliance canadienne pour la paix
www.acp-cpa.ca

Lisez les autres pages de la série
« Les grands enjeux »

www.cs3r.org
dans la section
« Publications
et archives »





À chacun ses priorités!

Depuis 2006, non seulement le gouvernement Harper a-t-il engagé le Canada dans un conflit meurtrier et inutile en Afghanistan, mais il a aussi consacré des sommes gigantesques aux dépenses militaires, dont 48 milliards \$ en équipement, et 21,2 milliards \$ pour le budget de la Défense en 2009-2010. Cet argent ne serait-il pas plus utile dans la création d'emploi, la réduction de la pauvreté ici et ailleurs dans le monde, l'éducation, la santé, l'environnement, etc.?



Que pourrait-on faire avec l'argent nécessaire à l'achat et l'entretien d'un seul F-35 ?

246 millions \$



Créer 31 000 places en garderie



Construire 3700 nouveaux logements sociaux



Construire 12 hôpitaux en Afrique



Payer le salaire de près de 5000 nouvelles infirmières

Et vous? Comment utiliseriez-vous cet argent?

UN OUTIL D'ÉDUCATION ET D'ENGAGEMENT POUR DE JEUNES CITOYENS SOLIDAIRES !

La Convention relative aux droits des enfants



Les enfants sont des humains à part entière. Toutefois, ils sont plus fragiles que les adultes et ils ont de ce fait besoin d'une protection et d'une assistance particulière. C'est ce qui a amené les dirigeants du monde à reconnaître que les enfants ont des droits spécifiques qu'il faut respecter, et à proclamer ces droits dans un document officiel, la Convention relative aux droits de l'enfant (aussi appelée

Convention internationale des droits de l'enfant). La Convention a été adoptée par les Nations Unies en 1989.

À ce jour, 192 pays ont ratifié ce texte. Cela les oblige à adapter leurs lois afin de les rendre compatibles avec la Convention, ainsi qu'à rendre des comptes à la communauté internationale lorsqu'ils manquent à leurs obligations. C'est la convention ratifiée par le plus grand nombre de pays de l'histoire. Malheureusement, deux pays, les États-Unis et la Somalie n'y ont pas encore adhéré officiellement.

Les droits des enfants, ça concerne tout le monde

Malgré la proclamation de la Convention et sa ratification par la presque totalité des pays du globe, la situation de millions d'enfants dans le monde demeure difficile. Pensons, par exemple, aux enfants qui souffrent de pauvreté, de malnutrition, de maladies évitables ou de mauvais traitements. Essayons de nous mettre à la place de ceux et celles qui vivent dans un contexte de violence, qui n'ont pas accès à l'éducation ou qui sont victimes de discrimination.

On peut trouver des enfants aux prises avec ces dures réalités vécues aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Au Nord, les enjeux que soulève le respect des droits humains font souvent moins l'objet de préoccupations parce que nombre d'entre nous ont la chance de vivre dans l'abondance et le confort. Il n'en reste pas moins que tous les enfants du monde peuvent, un jour ou l'autre, être victimes du non-respect de leurs droits et avoir besoin qu'on se mobilise pour faire respecter ceux-ci. Il importe donc de rester vigilant et attentif pour éviter que ces droits soient bafoués par des individus ou des groupes malintentionnés.

La situation de millions d'enfants dans le monde demeure difficile.

Il est fondamental d'être sensibilisé aux injustices que subissent les enfants d'ici et d'ailleurs et de savoir quels sont leurs droits afin d'être en mesure de contribuer à améliorer la situation, au Nord comme au Sud.

Surveillez la sortie prochaine du nouvel album pédagogique *Comprendre pour agir* : les droits des enfants ainsi que de la trousse Web intitulée *Pour un monde à l'endroit* produits en collaboration avec le gouvernement du Canada par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international.

Pour en savoir plus :
www.in-terre-actif.com

Saviez-vous que...?

De nombreux adultes ignorent que les enfants ont des droits, définis notamment par la Convention internationale des droits de l'enfant.

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE MÉCHANTE PRESCRIPTION !

JULES BERGERON

Au Canada, il s'est dépensé pour 21 milliards de dollars en 2007 en achats de médicaments; en 2008, cette facture avait grimpé à 25 milliards. Pas surprenant que le Canada soit considéré comme le 4e marché du médicament dans le monde pour la vitesse de son expansion. Les géants de l'industrie pharmaceutique investissent des milliards de dollars au Canada en recherche et en développement (RD) et ce, en échange de crédits fiscaux, de subventions, d'exclusivité de fabrication et de brevets, etc. Mais tout cela a un prix : entre autres, le fait que les Canadiens paient leurs médicaments plus chers qu'ailleurs dans les pays développés.

Toutefois, ce « deal » entre compagnies pharmaceutiques et gouvernements ne fonctionne plus, ou, du moins, a de sérieux ratés. Ainsi, même s'il s'agit de recherche de pointe et de sommes importantes, l'investissement en recherche et en développement pharmaceutiques a tendance à stagner au Canada depuis le début des années 2000 ; il en est de même pour les emplois. Quand il se dépense en moyenne 61 000 \$ par année uniquement en budget de promotion auprès de chaque médecin aux États-Unis, on comprend bien que la rentabilité, ça se soigne.

Qui dit recherche et développement dit aussi savoir... et ce savoir, il faut le protéger ! D'autant plus qu'il en coûte en moyenne entre 0,5 et un milliard de dollars pour mettre un point un médicament d'origine. Alors que voulez-vous; on recherche aussi des privilèges, des exclusivités et, pour cela, il faut bien se faire écouter et bien se faire comprendre des autorités gouvernementales! Aux États-Unis, l'industrie pharmaceutique a pris les grands moyens sur cette avenue, avec l'action d'un puissant lobby, le Pharmaceutical Research and Manufacturers of America, surnommé BIG PHARMA. La plupart de ses membres font aussi des affaires au Canada.

Et il arrive que ça dérape. Le cas le plus récent et l'un des plus médiatisés est celui du Mediator en France. Ce médicament, utilisé pour le traitement du diabète, a été commercialisé en France par la compagnie Servier de 1976 jusqu'à son retrait en 2009. Des études indiquent qu'il est responsable de la mort de 500 à 2000 personnes. En effet, il causait de sérieuses complications cardiaques chez les malades qui prenaient ce médicament. Or Servier a longtemps



Secteur extrêmement lucratif, l'industrie de la pilule n'a souvent que faire de la santé des gens.

nié ce lien de cause à effet et les autorités médicales françaises n'y ont vu que du feu pendant des années jusqu'à ce que le scandale éclate.

Comprenons-nous bien. La recherche médicale est une activité fondamentale dans la lutte contre les maladies et les épidémies. Ce sont plutôt les abus de toutes

Médicaments et populations pauvres

Si les coûts des médicaments sont prohibitifs au Canada, on peut facilement imaginer les difficultés qu'ont les populations des pays en développement pour se procurer des médicaments abordables et... efficaces. Secteur extrêmement lucratif, l'industrie de la pilule n'a souvent que faire de la santé des gens. Ce qui compte davantage, c'est la santé financière des actionnaires. À Cuba, au Brésil, et en Nouvelle-Zélande notamment, on a créé des sociétés d'État dont le mandat est de développer et d'offrir des médicaments à un prix accessible pour les populations. Un exemple à suivre?

sortes qu'il faut dénoncer : complicité des autorités publiques avec les détenteurs du pouvoir médical, pouvoir opaque des multinationales de l'industrie pharmaceutique, manque flagrant de transparence sur les recherches effectuées, médication à outrance, etc.

Il y a aussi des alternatives, la prévention et l'action des politiques de santé publique ! Et pourquoi pas un débat franc et ouvert sur la pertinence d'un régime public et universel d'assurance-médicaments, lequel serait moins dispendieux collectivement que toutes les sommes faramineuses dépensées dans les régimes privés que tous ne peuvent se permettre d'avoir ?

Notre santé, c'est peut-être le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique, mais c'est notre capital à nous... Alors, prenons-en soin !

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Grâce aux laboratoires Farmanguinhos, une société d'État qui développe et produit des médicaments génériques, le Brésil met gratuitement à la disposition des personnes atteintes du VIH/sida des médicaments génériques qui permettent d'économiser des millions de dollars au système de santé et sauvent des milliers de vies chaque année.

(Source : Jean-Claude St-Onge, *Les dérives de l'industrie de la santé*, Écosociété, 2006)

Pour en savoir plus :

Site de l'Institut canadien d'information sur la santé :
<http://www.cihi.ca/CIHI-ext-portal/internet/FR/Home/home/cihi000001>

Site d'Industrie Canada sur l'industrie pharmaceutique :
http://www.ic.gc.ca/eic/site/lsg-pdsv.nsf/fra/h_hn00021.html

Page Wikipedia sur BIG PHARMA :
http://en.wikipedia.org/wiki/Pharmaceutical_Research_and_Manufacturers_of_America

Sur un régime universel d'assurance-médicaments :
<http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?article6060>

C'ÉTAIT IL Y A UN AN, LA GRIPPE AH1N1

BRICE ANICET M'PIAKA

Voici plus d'un an que le monde venait d'être secoué par l'alerte à la pandémie de la grippe AH1N1 lancée sur la base des recommandations d'un groupe d'experts de l'OMS; alerte ayant mis sur le pied de guerre plusieurs gouvernements de la planète, décidés à enrayer cette menace jugée grave pour l'humanité.



Des campagnes de vaccination massive fortement médiatisées furent alors entreprises, se heurtant toutefois à des oppositions aussi bien de certains scientifiques que d'une frange de la population remettant en cause le bien fondé de celles-ci, ainsi que la réalité de l'imminence d'une pandémie; de nombreuses personnes à travers la planète s'étant décidées par conséquent de ne pas se faire vacciner.

À la fin de ces campagnes, plusieurs pays se sont retrouvés avec des millions de doses de vaccins inutilisées, ouvrant ainsi la voie à une grande polémique mettant en cause l'OMS, accusée de collusion avec des laboratoires pharmaceutiques par le biais de son groupe d'experts soupçonné d'avoir exagéré la menace sous l'influence de l'industrie du médicament; accusations portées aussi bien par certains médias comme le British Medical Journal (BMJ), que par des hommes politiques à l'instar des parlementaires de l'Union Européenne.

Cependant tout en reconnaissant des failles dans la gestion de la pandémie, l'OMS finit par démentir toutes allégations de conflit d'intérêt avec l'industrie pharmaceutique. Malgré ce démenti, le monde en est néanmoins resté à s'interroger sur le pouvoir des groupes pharmaceutiques et leur influence sur la marche du monde.

L'AVENTURE DU KARITÉ

Chaque année, le CS/TR envoie des stagiaires chez nos partenaires du Sud. Nous vous présentons ici le témoignage de l'une de nos stagiaires actuellement au Mali.



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

Zantiébougou, 200 km de Bamako sur la route de Sikasso, sur le goudron, mais pas encore électrifié, voici mon village d'accueil pour mon stage de 5 mois au Mali. Je travaille pour COPROKAZAN (Coopérative des Productrices de Karité de Zantiébougou) au niveau de la diversification des produits à base de beurre de karité.

Qui suis-je? Amélie St-Amant-Ringuette, stagiaire du CS/TR avec le programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ) de l'ACDI. J'ai une formation en développement international et un intérêt grandissant pour la chimie et le cosmétique. J'adore mon travail ici et j'apprends énormément. Grâce à un accès à Internet (restreint), aux ingrédients et recettes hérités du passage d'une ancienne stagiaire, du support et sourire inconditionnels des femmes avec lesquelles je travaille, mon projet progresse petit à petit.

Le principal problème est évidemment celui de la conservation, considérant les conditions de travail et l'utilisation exclusive de produits naturels. Je travaille également à trouver une alternative à la recette de pommade, qui est présentement constituée de plusieurs produits dérivés du pétrole, dans l'optique d'une future accréditation biologique. Ma plus grande réalisation est l'aménagement et l'équipement d'un laboratoire pour l'expérimentation des produits cosmétiques. Pour la deuxième moitié de mon mandat, j'envisage, en plus des crèmes et des pommades, la production d'échantillons de produits dérivés (exfoliant, lotion pour le visage, savons d'hôtel, etc.) qui serviront au travail d'une autre stagiaire qui est agente de commercialisation pour le développement du marché local. Il sera donc possible de voir quels produits sont susceptibles d'intéresser le marché du Mali avant d'approfondir les recherches et les tests. Enfin, j'essaie d'appuyer du mieux que je peux la coopérative en participant à certaines tâches de production, en offrant un certain support organisationnel et en proposant des idées de projets à long terme, notamment liées à l'écotourisme.



Le travail d'Amélie St-Amant-Ringuette consiste à développer des recettes de cosmétiques à base de beurre de Karité et à donner un coup de main aux femmes membres de la coopérative.

J'habite dans une famille de près de 40 personnes dont seulement 2 ou 3 parlent français. Je passe mes soirées à « discuter », à apprendre aux enfants comment faire des bracelets brésiliens, à jouer aux cartes ou à « fais-moi un dessin » français-bambara, à danser des rigodons, etc. Ces moments privilégiés seront mes plus beaux souvenirs du Mali. Le travail que j'accomplis auprès des femmes productrices de karité, qui se sont organisées en coopérative et qui prennent par elles-mêmes des décisions sur la gestion et l'avenir de ce qui est devenu leur gagne-pain, me donne l'espoir qu'un jour les Maliennes prendront la place qui leur revient.

Le Mali est un pays formidable et tellement accueillant. J'apprends énormément à travers cette expérience, autant du point de vue personnel, professionnel, culturel et... linguistique. Je me suis découvert une passion pour le beurre de karité et toutes ses vertus, et je pourrai difficilement m'en passer de retour au Canada. Deux possibilités sont envisageables : déménager au Mali ou développer davantage l'exportation! J'espère donc avoir fait naître chez vous un petit intérêt pour le karité...

Pour davantage d'information sur les produits de COPROKAZAN et l'exportation au Canada, n'hésitez pas à consulter le site Web (www.coprokazan.org) ou me contacter : amelie.sr@gmail.com.

Amélie St-Amant-Ringuette,
Stagiaire PSIJ du CS/TR au Mali

LA PALESTINE

UN TERRITOIRE OCCUPÉ ILLÉGALEMENT!

À première vue, la situation en Palestine apparaît hautement complexe! C'est que beaucoup trop souvent, les médias nous présentent les événements et les situations en les sortant de leur contexte. En conséquence, pour bien des gens, ce conflit se résume à une querelle entre deux peuples qui se haïssent. La plupart du temps, les Palestiniens sont alors assimilés à des agresseurs, et les Israéliens à des gens qui se défendent contre leurs turbulents voisins arabes. Rien n'est plus faux. Pour bien comprendre ce qui se passe quotidiennement dans cette région, il importe de prendre du recul et de la perspective. Commençons par déconstruire certains mythes!

JEAN-MARC LORD

Mythe no 1 - Le conflit se résume à deux peuples qui se haïssent

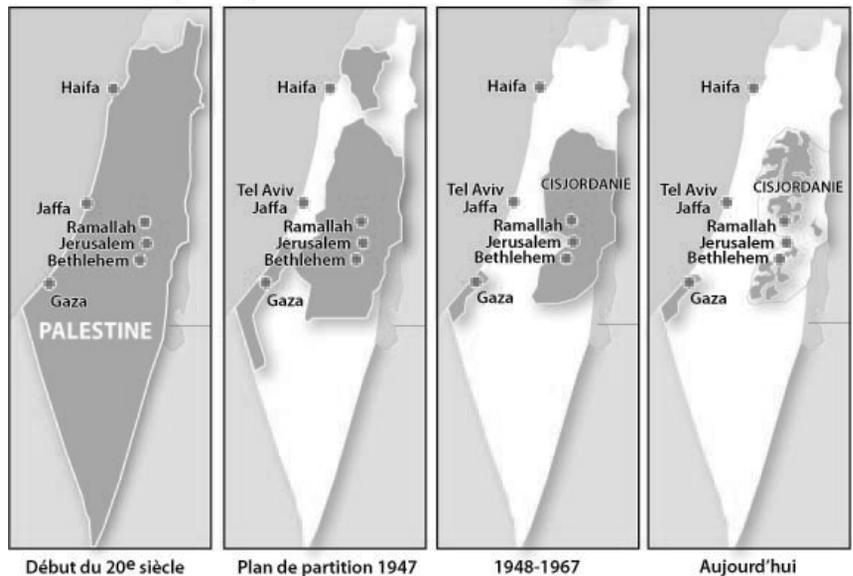
C'est ce que l'on tente à tout prix de nous faire croire afin d'éviter d'avoir à solutionner le véritable problème, qui est plutôt lié à la propriété de la terre. La Palestine du début 1900, qui englobait à l'époque l'État d'Israël et les territoires palestiniens d'aujourd'hui, était peuplée très majoritairement de Palestiniens arabes. Sous l'influence du mouvement « sioniste », des milliers de Juifs ont émigré et se sont installés massivement en Palestine, jusqu'à ce que le nombre d'immigrants juifs soit suffisant pour justifier, à leurs yeux, la création de l'État d'Israël en 1948.

La proclamation, par les immigrants juifs, de l'État d'Israël en 1948 a été immédiatement suivie d'une guerre avec les pays arabes voisins qui assimilaient la création de ce nouvel État à un vol de terre pur et simple. Mais les Israéliens ont remporté cette guerre et en ont profité pour agrandir encore leur territoire au détriment des Palestiniens. On estime qu'environ 900 000 Palestiniens ont alors dû fuir dans les pays voisins. Au terme de cette guerre, les Israéliens

La Palestine

Une terre qui rapetisse sans cesse

□ État d'Israël
■ Territoires palestiniens



Le conflit entre les Israéliens et les Palestiniens vient du fait que depuis une centaine d'années, les Israéliens accaparent la plus grande partie des terres ne laissant que de minuscules parcelles aux Palestiniens qui vivaient pourtant là depuis des siècles.

s'étaient emparés de la plus grande partie de l'ancienne Palestine ne laissant que de minuscules territoires aux Palestiniens. Puis en 1967, Israël a envahi les derniers territoires encore aux mains des Palestiniens, soit la Bande de Gaza, la Cisjordanie, de même que la partie Est de la ville de Jérusalem. Aujourd'hui encore, ces territoires sont occupés militairement et illégalement par l'État d'Israël. Ce conflit a donc des

causes bien identifiées, de même que des solutions tout aussi claires, soit la fin de l'occupation militaire israélienne, et l'indépendance des Palestiniens.

Suite en page 24

CINQ JOURS QUI M'ÉBRANLÈRENT

Du 28 au 31 octobre 2010, j'ai participé avec mon collègue et ami Daniel Landry au Forum social mondial sur l'éducation en Palestine. Ce séjour fut bref, mais d'une rare intensité. Des nombreux contrôles israéliens à l'Aéroport de Tel Aviv, en passant par les nombreux « check points » militaires israéliens, dont le plus imposant à Ramallah, notre prise de contact avec la réalité des Palestiniens fut plutôt rapide.



PAR ALAIN DUMAS
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

Les dernières images que j'avais de Ramallah étaient celles rapportées par la télé en mars 2002. En représailles à des attentats contre des Israéliens, des hélicoptères de l'Armée israélienne (Tsayal) avaient tiré des missiles sur la Moqata, le QG du Président palestinien à Ramallah, Yasser Arafat, qui était assiégé depuis des semaines par Tsahal. Cela m'avait frappé, car en dépit de la dure frappe militaire et de la destruction partielle de la Moqata, Arafat s'en était sorti indemne.

En parcourant Ramallah lors de notre séjour, j'ai pu constater que cette infime partie du territoire palestinien porte de nombreuses cicatrices de destruction et des traces de pauvreté. La situation des Palestiniens n'est plus la même depuis que l'État d'Israël a construit le mur de « protection » sur une distance de 700 km, tant à l'intérieur que sur la ligne de ce qui devrait normalement être la frontière israélo-palestinienne.

Chaque fois que nous sortions de Ramallah, nous étions inspectés et vérifiés par des soldats israéliens au « check point » militaire. Puisqu'on nous prenait pour des touristes à bord d'un autobus nolisé, notre temps de passage variait d'une demi-heure à trois quarts d'heure. Mais il en va autrement pour les Palestiniens



Le passage d'un « check point » militaire à Hébron

qui attendent souvent des heures ou ne peuvent tout simplement pas se déplacer, ce qui rend difficile, voire impossible, l'exercice d'un travail ou d'une activité commerciale à quelques kilomètres de leur lieu de résidence.

Israël affirme avoir érigé le mur et les 630 « check points » militaires pour des raisons de sécurité, mais la réalité sur le terrain nous montre que ce mur permet de contrôler 80 % de l'eau des territoires palestiniens de Cisjordanie et 16 % des terres palestiniennes, sur lesquelles sont implantés bon nombre des 500 000 colons israéliens. À y regarder de plus près, puisque le mur a été érigé en majeure partie à l'intérieur des territoires palestiniens, on comprend difficilement en quoi ce mur protégerait les citoyens d'Israël. Bizarre comme conception de la sécurité : je vole votre terre et votre maison, et je construis autour un mur et un poste de contrôle militaire pour

m'assurer que vous ne puissiez pas les récupérer. En dépit de toutes les difficultés auxquelles sont confrontés les Palestiniens et les Palestiniennes, force est de constater que l'éducation a une grande place dans leur vie. Avec ses 145 000 étudiants et étudiantes universitaires, dont 60 % sont des femmes, la Palestine a de quoi faire rougir bien des états « avancés » dans le monde.

L'éducation est considérée comme un moyen de résistance, comme en témoigne cette phrase que nous avons entendue tout au long du Forum : « l'éducation pour la libération, la libération pour l'éducation ». Mais il n'en demeure pas moins que le cadre éducatif est difficile. Comme le racontait une enseignante, il y a des jours où des enseignants ne peuvent se rendre à leur école, car les militaires, sans donner de raisons, ne les laissent pas passer au-delà du « check point ».

UNE SEMAINE À RAMALLAH

En octobre dernier, les Palestiniens ont relevé avec brio ce défi d'être les hôtes d'un Forum mondial sur l'éducation polycentrique (parmi les lieux, notons Ramallah, Jérusalem, Bethléem, Jenine et même Gaza). Il faut réaliser la complexité de la tâche dans le contexte géopolitique actuel. Au début de l'automne 2010, Alain Dumas et moi-même avons été mis au courant qu'un voyage se préparait pour participer à ce Forum à Ramallah. Rapidement, nous nous sommes lancés dans le projet. Œuvrant tous les deux dans le monde de l'éducation québécois, l'occasion était belle de démontrer notre solidarité pour les éducateurs de Palestine et pour le peuple palestinien de manière générale.



Malgré la vie quotidienne difficile et l'avenir incertain dans les territoires occupés, la population palestinienne ne se laisse pas abattre et regarde vers l'avant, comme en témoignent ces jeunes élèves palestiniens membres d'une école de cirque à Ramallah.



PAR DANIEL LANDRY
PROFESSEUR
DE SOCIOLOGIE
AU COLLÈGE LAFLECHE

Bien que le conflit israélo-palestinien se trouve au cœur de l'actualité depuis de nombreuses années, quand je réfléchis à cette très courte expérience d'une semaine à Ramallah, je n'ai aucunement envie de parler de guerre, d'intifada, de murs, de colonies, de « check points ». Quoique ces réalités doivent constamment demeurer au cœur de nos préoccupations, je préfère mettre l'accent sur l'humanité du peuple palestinien. En effet, la vie

palestinienne ne peut se résumer au conflit israélo-palestinien. La Palestine, ce sont ces petits commerçants que nous rencontrons sur notre passage à Ramallah, ceux-là mêmes qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie malgré le chômage. La Palestine, ce sont aussi ces jeunes élèves de l'école de cirque qui ont réalisé un spectacle pendant le Forum mondial. Ils symbolisaient l'espoir d'une vie meilleure pour les plus jeunes générations. La Palestine, c'est aussi ce groupe d'éducateurs palestiniens que nous avons rencontré et qui a témoigné d'un désir de créer des liens de solidarité avec des éducateurs du monde entier. Pour eux, la Palestine n'était pas qu'une zone sinistrée, elle pouvait être aussi une zone d'espoir

et de paix. La Palestine, ce sont aussi (et particulièrement) ces femmes qui venaient témoigner de leur lutte pour améliorer leurs conditions de vie. Enfin, la Palestine, c'est aussi la présence d'un peuple qui veut débattre démocratiquement (sur la place des femmes, sur la place de la religion, sur les inégalités sociales), mais qui constate avec désarroi que chacun des débats est toujours lié intrinsèquement à la question du conflit avec Israël.

Lisez mon blogue !

Pour un aperçu de ma semaine à Ramallah, vous pouvez consulter le blogue que j'ai tenu au cours du séjour. <http://forumramallah.blogspot.com/>

Suite de la page 21

Mythe no 2 - Les Israéliens agissent dans la légalité avec le soutien international

Loin d'agir légalement, Israël contrevient plutôt aux exigences de la communauté internationale. Dès 1948, l'ONU a adopté la Résolution 194, exigeant le droit de retour des réfugiés palestiniens qui avaient dû fuir leurs

On estime que 500 000 colons israéliens sont aujourd'hui installés illégalement dans les territoires palestiniens.

terres et leurs maisons à cause de la guerre, ou leur compensation. Ce qu'Israël s'est toujours refusé à faire. Depuis 1967, Israël occupe militairement, et illégalement, les territoires palestiniens contre la volonté du Conseil de sécurité de l'ONU qui a voté alors la Résolution

242, ordonnant à Israël de se retirer des territoires palestiniens. Ce qu'Israël s'est toujours refusé à faire. Quand Israël, malgré les protestations de la communauté internationale, a commencé à construire le mur de sécurité pour protéger ses colonies illégales dans les territoires palestiniens, la Cour internationale de justice de La Haye l'a condamné. Rappelons aussi la désapprobation presque unanime de l'agression contre la bande de Gaza en décembre 2008, et celle tout aussi unanime de l'attaque en 2010, d'une flottille d'aide humanitaire pour les Palestiniens de Gaza.

Mythe no 3 - Les Palestiniens ont des exigences exagérées

Au contraire, les Palestiniens ne demandent rien de plus que ce que l'ONU leur a accordé en 1948 et en 1967, soit :

1) L'indépendance et la création d'un État palestinien comprenant la Bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Cela implique évidemment qu'Israël cesse de construire des colonies de peuplement juives dans ces territoires;

2) Que soit appliquée la résolution 194 de l'ONU concernant le droit de retour des réfugiés qui ont été chassés de leurs terres ou leur compensation.

100 PAYS APPUIENT LA CRÉATION D'UN ÉTAT PALESTINIEN



Depuis 1988, une centaine de pays ont déjà reconnu la Palestine comme un État libre et indépendant. La très grande majorité de ces pays mentionnent expressément que cet État palestinien englobe les frontières reconnues par l'ONU en 1967. Le dernier en lice à appuyer le peuple palestinien est le Surinam (le 1er février dernier). L'Uruguay a déjà annoncé son intention de le faire en 2011. Depuis décembre 2010, on assiste à un véritable blitz de la part de pays latino-américains avec les reconnaissances du Brésil, de l'Argentine, de l'Équateur, de la Bolivie, de la Guyane, du Chili, et du Pérou. Faut-il s'en étonner, la Colombie, fidèle alliée des États-Unis n'a pas joint le mouvement. Pas plus que le Canada et les États-Unis d'ailleurs.

Pour en savoir plus :

Palestiniens et juifs unis

www.pajumontreal.org

Tadamon (« Solidarité » en arabe)

www.tadamon.ca

Info-Palestine.net

www.info-palestine.net

La paix maintenant

www.lapaixmaintenant.org

Aide médicale pour la Palestine

www.mapcan.org

MIFTAH (The Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy)

www.miftah.org

QUE SE PASSE-T-IL EN CÔTE-D'IVOIRE?

PAR YVES ROCHELEAU

La Côte-d'Ivoire, un pays qui a longtemps été cité en exemple pour sa stabilité et sa relative prospérité au sein d'une Afrique meurtrie et exploitée par de trop nombreux dictateurs, semble soudain sombrer elle aussi dans le chaos. On se rappelle tous que les dernières élections présidentielles dans ce pays, opposant le président sortant Laurent Gbagbo et le candidat Alassane Ouattara, le 28 novembre 2010, ont été entachées d'irrégularités et ont conduit le pays au bord de la guerre civile, puisque chacun des deux candidats revendique la victoire.

Depuis, les médias de toute la planète ont relayé la même information sans relâche, nous décrivant un président Gbagbo comme un tyran s'accrochant au pouvoir, et un Alassane Ouattara, parrain des forces rebelles lourdement armées, privé de sa victoire légitime. Partout, le même refrain. L'ONU, le président étatsunien Barack Obama, le président français Nicolas Sarkozy, et de nombreux autres dirigeants affirment tous que le président Gbagbo doit laisser le pouvoir au véritable vainqueur des élections libres et démocratiques en Côte-d'Ivoire. Impressionnant! Au surplus, la grande majorité des commentateurs internationaux affirment la même chose, ce qui accroît encore la crédibilité du message.

Pourtant, il y a tout de même des voix, qui étaient timides au début, mais qui sont de plus en plus fortes chaque jour, qui remettent en question cette «évidence» que le président Gbagbo serait le diable en personne et qu'il faudrait s'en débarrasser le plus vite possible pour ramener l'ordre en Côte-d'Ivoire. Certains journalistes et certaines personnalités d'envergure internationale, telles Jean Ziegler, ex-rapporteur de l'ONU pour les Droits de l'Homme, de même que l'ancien ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas et le célèbre avocat français Jacques Vergès, émettent des doutes sur ce qu'ils nomment eux-mêmes comme étant une campagne de «lynchage médiatique». Comment expliquer qu'on ait étrangement passé sous silence le fait que dans les régions du nord de la Côte d'Ivoire, où M. Ouattara est populaire, des observateurs internationaux ont rapporté que dans plus de 2000 bureaux de scrutin, le nombre de votants



Si on accuse Laurent Gbagbo (à gauche) de s'accrocher illégalement au pouvoir, certaines informations font toutefois état d'irrégularités perpétrées par les partisans d'Alassane Ouattara (à droite).

Dans certains bureaux de scrutin, on n'aurait enregistré absolument aucun vote pour M. Gbagbo, même pas ceux de ses deux représentants sur place.

dépasse le nombre d'électeurs inscrits? Comment se peut-il que dans certains bureaux de scrutin, aucun vote pour M. Gbagbo n'aurait été enregistré, même pas ceux de ses deux représentants sur place? Étonnant, non? Comment justifier le refus de l'ONU, de la communauté internationale et de M. Ouattara lui-même à collaborer de façon impartiale à un comité international d'évaluation postélectorale tel que le propose, depuis décembre dernier, le président Gbagbo afin de prouver sa bonne foi, une solution qui, pourtant, pourrait permettre à tous, une voie de sortie honorable et équitable éloignant le spectre d'une guerre civile.

Ce sont là quelques questions, parmi beaucoup d'autres, qui soulèvent un sérieux doute sur les prétentions de M. Ouattara d'être le véritable vainqueur des élections et qui devraient nous interroger également sur le rôle et les véritables intentions de cette « communauté internationale » dont se réclament essentiellement les grandes puissances occidentales.

Plus d'information sur la situation en Côte-d'Ivoire sur le site

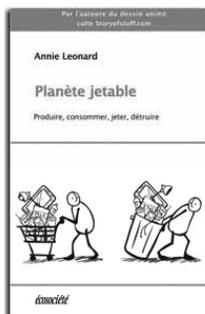
www.cs3r.org

Planète jetable

À lire



Annie Léonard, Écosociété, 2010



D'où viennent les objets que nous utilisons tous les jours? Quel est le prix de ces objets ? Comment peut-on avoir le prix le plus bas? N'y a-t-il pas quelqu'un qui en paie le prix? L'auteure de la célèbre vidéo *The Story of Stuff*, traduite en 12 langues, nous revient avec un livre sur le modèle de société de surconsommation. Il faut acheter, utiliser et jeter, et ça dans le coût le plus petit possible. L'impact de cette surconsommation se perçoit sur l'ensemble de la planète, pas seulement sur notre environnement, mais sur celle des pays les plus pauvres. Les conditions humaines et environnementales utilisées pour fabriquer un objet qui ne nous coûte presque rien sont désastreuses. C'est souvent la santé des personnes des pays les plus pauvres qui en paient le prix. Découvrez l'évolution de cette consommation de la fabrication jusqu'au moment de l'envoyer au déchet.



À voir

Désert de croix

Un film documentaire sur le cycle de la vie dans un milieu hostile.

Ce documentaire, tourné en 2009, parle de la ville la plus dangereuse au monde, Ciudad Juárez au Mexique. Cette ville est connue pour ses nombreux cartels de drogues et son incessante corruption. Les policiers, l'armée mexicaine, les narcotrafiquants, les meurtriers sont tous entremêlés et partagent des liens privilégiés. C'est pourquoi les hommes battent, enlèvent, violent, tuent, et décapitent des femmes sans que les autorités n'y portent la moindre attention. Le niveau de violence est alarmant et les organismes non gouvernementaux font face à des menaces de mort. Les entreprises du Canada, des États-Unis et d'Europe y installent leurs entreprises, des «maquiladoras», où les employés mexicains n'ont aucune norme et où les salaires sont très bas.



Le comité Femmes et développement du CS/TR vous invite à une projection de ce film, le 8 mars à 19 h 30 au Ciné-Campus. La projection sera suivie d'une discussion avec la réalisatrice Rachel-Alouki Labbé.

Admission gratuite pour les membres du Ciné-Campus
5 \$ non-membres

Blogue d'Anaïs Barbeau-Lavalette

À visiter



Anaïs Barbeau-Lavalette, la cinéaste qui a réalisé le documentaire *Se souvenir des cendres : Le making of du film Incendies*, nous fait découvrir l'envers du décor par son blogue où l'on peut lire ses impressions, des anecdotes et y voir des photos. Dans son blogue, Anaïs Barbeau-Lavalette nous parle de sa relation avec les différentes personnes qui ont travaillé à la production de ce film, qui a un succès bien au-delà des attentes. Elle nous raconte également ses différentes rencontres avec des Palestiniens lors de son passage à Naplouse.

Visitez son blogue : <http://incendies.wordpress.com/>
Le CS/TR recevra bientôt Anaïs Barbeau-Lavalette pour la présentation de ce film. Surveillez les informations à ce sujet.

Participez à un séjour de découverte à La Havane



Accompagnés par un professeur d'urbanisme qui connaît La Havane comme le fond de sa poche, une douzaine de participants découvriront les secrets de la capitale cubaine du 14 au 28 mai prochains. Des excursions dans trois autres villes patrimoniales sont aussi prévues au programme.

Pour plus d'information :

Jean-Thomas Houle, 819-373-2598, poste 310
stages@cs3r.org

Samuel Bergeron

Nommé Jeune Leader par l'AQOCI



Dans le cadre de la semaine du développement international, l'AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale) a nommé huit jeunes leaders du Québec. Nous vous présentons un leader de la région, Samuel Bergeron. Il étudie en études internationales à l'Université de Montréal et il est un exemple de militant, tant à l'international qu'au Québec. Il a vécu des expériences de coopération au Pérou, au Nicaragua et au Togo. Il s'implique dans son milieu scolaire depuis le secondaire et il milite dans quelques organismes québécois comme le Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Voyez une vidéo sur Samuel sur le site de l'AQOCI. <http://www.aqoci.qc.ca/>

Manifestons pour un budget équitable le 12 mars

MANIFESTATION NATIONALE



L'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation s'unissent pour manifester le 12 mars à midi à la Place du Canada, coin René-Lévesque et Peel (métro Peel). Il faut instaurer une fiscalité plus équitable, faire la

lutte à l'évasion et à l'évitement fiscal, ajouter au moins un palier d'imposition pour les revenus les plus élevés, réduire, voire même abolir, certaines exemptions fiscales (qui ne profitent qu'aux riches), introduire une TVQ progressive en fonction de la nature des biens achetés, et lutter contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux.

Le 12 mars, manifestons ensemble pour un Québec plus juste et plus égalitaire.

www.nonauxhausses.org

Devenez membre du CS/TR

Être membre du Comité, c'est soutenir un organisme qui agit pour le changement par la sensibilisation du public. Il agit en coopération avec des partenaires d'ici et d'ailleurs pour créer un avenir plus équitable et juste. Vous pouvez vous procurer la carte de membre annuelle au coût de 5\$.

Agir c'est choisir le monde!

Pour information : Ginette Houle : 819 373-2598 #0

Écoutez « L'heure internationale » à CFOU (89,1 FM)

Écoutez l'émission du CS/TR chaque semaine à CFOU 89,1 FM les mercredis à 10h. Animée par Alexandre Gauthier, *L'heure internationale* fait une revue de l'actualité nationale et internationale: entrevue, chroniques, débats, etc.

Une version en Podcast (balado diffusion) de toutes les émissions et entrevues réalisées est disponible sur :

<http://heureinternationale.wordpress.com/>

Choisissez votre cause !

Soutenez nos partenaires en Haïti

En Haïti, le CS/TR travaille en étroite collaboration avec des partenaires de la société civile. Le groupe **Kay Fanm**, un organisme qui défend les droits des femmes et qui dirige également un centre d'hébergement pour femmes et fillettes victimes de violence à Port-au-Prince. **IRATAM**, une organisation qui travaille sur la question de l'agriculture durable et le reboisement avec des paysans de la commune de Ste-Suzanne.



Soutenez l'initiative « Un bateau pour Gaza »

Le 31 mai 2011, un bateau chargé de matériel humanitaire quittera le Canada pour se joindre à une flottille d'une quinzaine de navires internationaux en direction de la bande de Gaza, soumise à un blocus de la part de l'État israélien. L'objectif est de passer outre au blocus et de livrer cette aide au peuple palestinien de Gaza qui en a bien besoin.



Deux façons de donner

1 De façon sécuritaire via le site du CS/TR (grâce à un partenariat avec l'organisme CanaDon)
www.cs3r.org

2 Par chèque libellé à l'ordre de CSTM - Fonds de charité,
942, rue Sainte-Genève,
Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6.



VISITEZ LE SITE WEB DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Un outil important pour celles et ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale, aux campagnes en cours et aux actions citoyennes.

WWW.CS3R.ORG

